



Le 10 mars 2017

Le très honorable Justin Trudeau  
Premier ministre du Canada  
Chambre des communes  
Ottawa, ON  
K1A 0A6

Monsieur le Premier ministre,

Le 8 mars 2017, le gouvernement du Canada annonçait un financement de 650 millions \$ sur trois ans « pour la santé et les droits sexuels et reproductifs ». D'après une fiche documentaire remise aux médias, une part importante de ces fonds servira à éliminer « les obstacles judiciaires et juridiques à l'essor de la santé et des droits sexuels et reproductifs ». Un porte-parole du gouvernement, cité dans le *Globe and Mail* du 9 mars 2017, aurait confirmé que ces « obstacles » comprennent « les lois antiavortement de nombreux pays ».

Une telle politique est un exemple répréhensible d'impérialisme culturel occidental en ce qu'elle tente d'imposer à d'autres nations et à d'autres peuples des « valeurs » factices et prétendument canadiennes. Elle exploite les femmes au moment où elles ont le plus grand besoin de soins et de soutien, et subvertit de manière tragique les soins de santé prénataux. Elle annule les efforts louables de notre pays pour accueillir des réfugiés et d'offrir une protection aux sans-abri de notre monde, car les vies humaines des plus jeunes seront ainsi éliminées et les êtres humains les plus vulnérables rejetés en tant que tissu humain indésirable.

Votre politique et votre vision, contraires à l'éthique fondamentale qui exige qu'on protège les plus vulnérables et qu'on vienne en aide aux plus faibles, heurtent de front les principes auxquels adhère spontanément la majorité de la population mondiale et qu'a toujours défendus l'Église catholique : la défense et la protection de la vie humaine de la conception à la mort naturelle.

Au nom de tous les évêques catholiques du Canada, je vous remercie de votre attention à la présente.

Mgr Douglas Crosby, OMI  
Évêque de Hamilton  
Président de la Conférence  
des évêques catholiques du Canada